

brèche
DOCUMENT 1

Ernest Mandel

Aliénation et Planification

Ligue Marxiste Révolutionnaire

«Brèche-document» No 1

Ernest MANDEL

Aliénation et Planification

Ligue Marxiste Révolutionnaire

Décembre 1969

Ouvrages d'Ernest Mandel

Traité d'économie marxiste

(Juillard, et collection 10/18)

La formation de la pensée économique de Marx

(Maspéro)

La réponse socialiste au défi américain

(Maspéro)

L'étude d'Ernest MANDEL que nous publions dans notre premier «Brèche-document» est, en fait, le texte d'une conférence faite en 1967 lors de la quatrième session de l'Ecole d'été de Korcula (Yougoslavie). Le titre original de cette conférence était: «Liberté et planification dans le capitalisme et le socialisme» (Freiheit und Planung im Kapitalismus und Sozialismus – le texte fut publié initialement en allemand, dans la revue «Praxis» 1/2 1968). Il n'est pas inutile de préciser que le thème central de cette «Ecole d'été» était le suivant: «Créativité et réification».

Si nous avons choisi de publier ce texte dans notre premier «Brèche-document», la raison en est simple. Après les premières manifestations évidentes de la crise du stalinisme: les «événements» de Berlin et d'Allemagne de l'Est de 1953 et la Révolution hongroise de 1956, la question du modèle socialiste devint un des centres de gravité de la crise du mouvement communiste international. Ceci n'est que plus vrai après la «Révolution culturelle» et le «printemps de Prague».

Dès lors, aucune organisation se revendiquant du marxisme et luttant pour la révolution socialiste ne peut échapper à ce problème. S'enfoncer dans les «analyses du capitalisme» pour esquiver toute discussion et toute position sur la «société socialiste», c'est, en dernière analyse, le refus de la révolution socialiste.

Certes, nous ne prétendons point que cette étude donne des réponses exhaustives à la totalité des interrogations; elle nous paraît néanmoins préciser toute une problématique et, partant, donner les véritables éléments pour toute réponse correcte.

Avant de pouvoir déterminer si les concepts de «liberté» et de «planification» sont effectivement contradictoires, nous devons tenter de les définir de plus près.

Il va de soi que nous sommes absolument conscients de la valeur limitée d'une définition aussi étroite; nous pensons néanmoins qu'elle peut contribuer à la clarification de ce problème.

Comme on l'admet aujourd'hui, nous définirons la liberté dans un sens négatif et dans un sens positif: libre «par rapport à quoi» (wovon) et libre «pour quoi» (wofür). la liberté négative consiste dans l'absence de contraintes extérieures qui entravent l'activité autonome, spontanée de l'individu. La liberté positive réside dans l'existence de conditions qui rendent possible l'activité spontanée de l'individu. L'unité dialectique de ces conditions, négative et positive, de la liberté peut être rendue par cette formule simple: la liberté est la possibilité de l'autodétermination et de la réalisation propre de l'individu.

Et que signifie la planification économique dans le sens le plus large du terme? C'est une combinaison et une répartition conscientes de biens économiques en vue de la réalisation de certains objectifs déterminés par avance.

Il ressort immédiatement de cette définition sommaire que ces deux concepts ne sont nullement contradictoires. Au contraire: tous deux contiennent au minimum un élément commun, celui de *l'activité consciente, de l'objectif visé.*

Le contraire de la liberté, c'est la contrainte extérieure, imposée à l'homme. Le contraire de la planification est un processus économique indépendant des buts conscients de l'homme et dans lequel des conditions et des lois¹ indépendantes de la volonté humaine déterminent la vie économique.

En ce sens nous pouvons même affirmer que la planification n'est en dernière instance rien d'autre que la réalisation de la liberté par la communauté, c'est-à-dire la liberté de se défaire des contraintes

extérieures créées par les lois économiques de la production généralisée de marchandises.

Mais lorsque nous constatons qu'il n'existe, en dernière analyse, pas de contradiction nécessaire entre liberté et planification, nous comprenons également comment une telle contradiction est *possible*.

Alors que la liberté personnelle permet l'autodétermination et la réalisation propre de l'individu, la planification rend possible une orientation de la vie économique collective en vue de la réalisation d'objectifs précis. Et lorsque ces objectifs s'opposent à ceux de certains individus, ou lorsque leur réalisation impose à leur liberté d'action des limites extérieures qui n'existaient pas auparavant, on peut en conclure que la planification a effectivement engendré une limitation de la liberté individuelle.

Liberté ou «libéralisme»?

Pourtant, pour délimiter le problème plus précisément, nous devons lui donner une nouvelle dimension. Le concept de liberté n'acquiert sa pleine valeur morale que lorsqu'il peut être universalisé. Toute «liberté» impliquant qu'une partie seulement de l'humanité puisse l'exercer, et qu'une part importante de la société soit exclue à priori de sa jouissance ne peut pas être considérée comme une valeur digne d'être défendue. C'est la raison pour laquelle on doit établir une différence fondamentale entre la soi-disant liberté politique ou civile et la soi-disant «liberté économique», la «liberté d'entreprise», la liberté de la propriété privée des moyens de production. Que je veuille m'exprimer librement par oral et par écrit n'empêche aucun autre citoyen de faire de même; mais dès que j'exige la liberté de m'approprier des moyens de production et, sur cette base, de fonder une entreprise, il s'ensuit que (en dehors du domaine de l'artisanat le plus primitif et de la micro-exploitation agricole) d'autres hommes ne disposent pas de la possibilité de jouir de cette liberté. Car, dans ces conditions, sur la base de la technique moderne et de la grande entreprise il n'y a pas de système économique possible dans lequel il n'y aurait que des capitalistes et aucune classe asservie, soumise à l'obligation matérielle de vendre sa force de travail aux capitalistes.

Nous pouvons donc mieux préciser le problème de notre exposé: dans quelle mesure peut-on unir et concilier liberté personnelle et planification économique et quelles en sont les possibilités en économie capitaliste et en économie socialiste, en limitant donc d'emblée le concept de «liberté» à sa dimension universelle, c'est-à-dire à cette seule liberté dont tout au moins objectivement l'ensemble des

membres de la société peuvent jouir? Nous ne pensons pas que cette limitation soit inadéquate ou exagérée, puisque en définitive même les partisans les plus radicaux du libéralisme social et économique rejettent expressément hors du champ de la liberté tous les domaines où l'exercice de la liberté de l'un limite celle de l'autre. De même que la liberté de voler ou la liberté de l'emploi réciproque de la violence sont exclues pour de telles conceptions, de même doit-on dans notre problématique exclure la liberté de l'exploitation économique et de l'appropriation de la plus-value.

En régime capitaliste la liberté de la plus grande masse de la population est limitée de manière radicale et le développement de l'individu est mutilé. En ce sens tout d'abord que la domination du processus de production et de l'économie en général par le capital empêche «l'autodétermination» du mode de travail et de vie des producteurs et les soumet à une aliénation extrême. Deuxièmement, du fait que, sous le règne du capital, la majeure partie de la population est exclue du libre exercice des droits et des libertés politiques, du libre accès à l'information, aux grands moyens de communication de masse et de formation de l'opinion et aux études. Un exemple pris dans le langage courant nous montre, de manière frappante, à quel point cette critique marxiste classique de la démocratie bourgeoise est aujourd'hui consciemment acceptée par l'opinion publique. Historiquement, le «ghetto» fut une institution imposée par la force juridique ou administrative à une minorité juive, tant au moyen âge que sous le nazisme. Aujourd'hui, le terme de ghetto est utilisé communément pour définir l'habitat des Noirs américains qui, pourtant, au sens du droit formel, sont libres d'habiter où ils veulent. La pratique sociale a prouvé d'une manière tragique que malgré l'absence de toute contrainte juridique ou administrative, la masse de la population noire, et plus particulièrement du prolétariat noir des USA, n'est pas libre de choisir son lieu de résidence, mais vit parqué dans de véritables ghettos. Des conditions sociales peuvent donc provoquer d'aussi graves formes d'asservissement que la contrainte physique extérieure, et ceci malgré l'existence d'une «liberté» formelle.

Nous sommes d'avis que l'élévation du niveau de vie des travailleurs dans les pays capitalistes industrialisés (en fait les pays impérialistes) n'a guère réduit l'étendue de la dépendance des masses travailleuses. Il est vrai que la libération de l'angoisse face à l'insécurité sociale (crainte de la maladie, de la vieillesse, des accidents et du chômage) grâce à des assurances sociales élémentaires instituées dans la plupart des pays impérialistes marque un progrès social considérable. On doit pourtant remarquer, dans la plupart de ces pays, l'extrême

insuffisance de cette sécurité sociale qui ne garantit à ceux qui sont frappés par le sort de l'insécurité prolétarienne qu'une subsistance misérable.

Cette couche, que la sociologie moderne définit à tort comme «infra-prolétariat», fait au contraire, selon la conception marxiste, partie intégrante du prolétariat, celle que Marx appelle «die Lazzarusschicht». Elle est d'autant plus asservie que plus grandes sont les richesses sociales que les forces productives ont permis de créer depuis le temps de Marx et Lénine. Cette augmentation du niveau de vie du prolétariat doit être avant tout mise en rapport avec le développement puissant de la productivité sociale qui pourrait absolument permettre une couverture rationnelle des besoins dans beaucoup de pays impérialistes. Cet élément de l'asservissement doit aussi être pris en considération.

D'autre part, l'élévation du niveau de vie conduit, dans certaines conditions politiques données, à de nouvelles formes d'aliénation et d'assujettissement, entre autre une extension de l'aliénation idéologique des producteurs et leur aliénation en tant que consommateurs aujourd'hui bien plus avancée que sous le capitalisme du XIXe siècle. Dans la mesure où ces formes d'aliénation ont enlevé à la masse des producteurs la possibilité d'un choix effectif entre des modèles politiques et sociaux opposés, elles exercent leurs effets destructeurs sur la personnalité et la liberté dans tous les domaines de la vie sociale.

La «planification» capitaliste

Qu'en est-il de la planification en régime capitaliste? Il connaît des formes très efficaces de planification économique, mais dans le seul cadre de l'entreprise, d'un «Konzern» ou d'un groupe financier contrôlant plusieurs entreprises.

Dans le cadre classique de la planification capitaliste, ce concept se trouve en contradiction aiguë avec celui de la liberté personnelle. La planification d'une entreprise ou d'un «Konzern» est déterminée et contrôlée par le grand capital. Le producteur ne peut décider ni de sa place dans le processus de production ni de l'organisation et des objectifs de celui-ci. Il en reste l'esclave, sujet d'une monarchie absolue, quelque subtiles que soient les formes de soi-disant «cogestion» ou «participation» aux bénéfices. Tous les plans bourgeois et néo-capitalistes de réforme des structures de l'entreprise ont ceci de commun qu'ils ne ménagent au prolétariat aucun droit de veto sur l'organisation du processus de production et sur l'orientation des investissements; dans ces domaines importants, le pouvoir de comman-

dement de l'entrepreneur (du moins du gros capitaliste) reste total tant sur les machines que sur les hommes.

Nous en concluons qu'une intégration de liberté et de planification est impossible dans le cadre du mode de production capitaliste. Afin qu'une telle possibilité soit même seulement envisageable, il faudrait instituer un réel pouvoir des producteurs sur les moyens de production, ce qui est impossible, puisque cela est contraire à la définition fondamentale du capitalisme. Une société dans laquelle les producteurs détiennent une telle liberté ne serait, «ex définitione», plus une société capitaliste. Il suffit absolument de répondre de cette manière radicale à ce genre de question; néanmoins, il reste, pour prolonger la question, à déterminer, d'une part, si le capitalisme permet une planification économique nationale ou même internationale rationnelle², et, d'autre part, si la tendance croissante à une anarchie *organisée* du mode de production capitaliste limite encore davantage le domaine (déjà étroit) de la liberté humaine dans ce système social. Pour nous ceci est incontestable, le néo-capitalisme doit entre autres limiter de plus en plus la seule liberté opérante pour le prolétariat moderne dans la société bourgeoise, à savoir sa liberté d'organisation, le droit de constituer des syndicats libres et l'exercice non limité du droit de grève.

Cependant, un développement sur ce point n'étant pas essentiel à notre propos, et aussi par manque de temps, nous préférons le laisser de côté.

D'où provient l'impossibilité d'intégrer liberté humaine et planification en régime capitaliste? Elle a deux origines, et il est indispensable pour la suite de notre exposé de les dégager toutes deux. L'une est naturellement la propriété privée des moyens de production et la domination correspondante du capital sur la force de travail du producteur. L'autre, c'est l'économie de marché. Le capitalisme est une économie de marché généralisée, et dans toute société fondée sur l'économie de marché, l'existence humaine est plus ou moins soumise aux effets de lois objectives se développant indépendamment de la volonté de l'homme et malgré lui. Au destin aveugle d'indomptables forces de la nature succède celui de forces sociales et productives tout aussi indomptables. Or l'homme, dominé par de telles forces, ne peut être libre. Il est et reste aliéné, périodiquement asservi par le produit de son propre travail. Aussi longtemps qu'existera la production marchande et que subsistera la division sociale du travail dont elle est le produit et qu'elle conditionne en retour, les hommes et le travail resteront aliénés. Et aussi longtemps que la vie économique dominera fondamentalement l'homme, les effets négatifs de cet asservissement économique se marqueront dans tous les domaines de la vie sociale.

Puisque la domination consciente de la vie économique nécessite, en dernière analyse, non seulement une planification économique globale mais aussi le dépérissement de la production marchande, et que ni l'un ni l'autre ne sont réalisables à l'intérieur du mode de production capitaliste, une intégration harmonieuse de liberté et de planification en régime capitaliste est par principe impossible.

La planification bureaucratique

L'expérience historique des sociétés qui ont renversé le mode de production capitaliste en instituant la socialisation des grands moyens de production, de transport et de commerce, n'a malheureusement fourni jusqu'ici aucun exemple d'une telle intégration harmonieuse de la liberté humaine et de la planification économique.

C'est la raison pour laquelle nous pouvons aborder notre sujet à partir de l'acquis théorique et pratique du socialisme. Car à l'époque où il n'y avait encore aucune expérience historique d'une société post-capitaliste, il était évident aux yeux des marxistes et même de la plupart des socialistes (à l'exception des anarchistes) qu'entre liberté personnelle et planification il n'y avait non seulement aucune contradiction, mais que la planification socialiste était la condition principale de la réalisation d'une plus grande liberté personnelle pour un plus grand nombre d'individus que dans la plus libre des sociétés capitalistes qui ait jamais existé.

L'histoire nous en a appris davantage, l'inventaire des expériences historiques montre que certaines formes bureaucratiques de la planification économique peuvent conduire à une limitation et non pas à un élargissement du domaine de la liberté individuelle, non seulement à une limitation de la liberté de l'exploiteur, mais aussi à la limitation de la liberté des producteurs, aussi bien individuellement qu'en tant que classe. Les causes objectives et subjectives de ces limitations de la liberté dans le cours de la planification socialiste sont connues. D'une part, d'un point de vue historique, ce fut une tragédie que le capitalisme soit renversé tout d'abord dans les pays où il était relativement faible, ce qui signifie que l'économie planifiée y fut introduite alors que les forces productives n'étaient pas suffisamment développées et durent pour ainsi dire être constituées par l'économie planifiée elle-même. Elles résident, d'autre part, dans la bureaucratisation de la direction de l'Etat et de l'économie de ces pays. Cette bureaucratisation a ajouté aux inévitables sacrifices dans le domaine de la consommation — vu les impératifs de l'accumulation primitive socialiste — une quantité de «sacrifices» évitables que l'on peut

cependant expliquer tant par les vices du fonctionnement que par les intérêts particuliers du système de direction bureaucratique (c'est-à-dire l'étendue des privilèges bureaucratiques et des inégalités sociales qui en résultent à nouveau). La responsabilité historique de ce détour, que l'histoire du socialisme a dû emprunter depuis cinquante ans, n'incombe pas au prolétariat et aux ouvriers agricoles soviétiques, yougoslaves, chinois, vietnamiens ou cubains, qui ont exploité avec succès la possibilité de renverser le capitalisme dans leurs pays; elle incombe aux forces qui ont empêché le prolétariat de toute une série de pays hautement industrialisés de saisir le moment historique propice au renversement du capitalisme. Parmi ces forces je compte en premier lieu la social-démocratie allemande, qui a endossé la lourde responsabilité, immédiatement après la première guerre mondiale, d'empêcher l'extension de la révolution russe vers l'Europe occidentale. La social-démocratie et la classe ouvrière allemandes, ainsi que toute l'humanité, l'ont payé au prix de la dictature nazie victorieuse en Allemagne et de ses effets dévastateurs. Mais parmi ces forces, il faut aussi compter le stalinisme qui a joué un rôle déterminant dans l'avortement de la victoire de la révolution espagnole de 1936-1937; et qui, comme les camarades yougoslaves l'ont reconnu dans les premières années de la rupture avec le Kominform, a contribué dans une mesure décisive à ce que les chances historiques du renversement du capitalisme en France et en Italie après la deuxième guerre mondiale n'aient pas été véritablement saisies.

Quoi qu'il en soit, le fait que le monde non capitaliste se compose essentiellement de pays sous-développés, combiné avec la bureaucratisation croissante des directions étatiques et économiques de ces pays, fut à l'origine d'un développement doublement négatif: d'une part la planification bureaucratique apparut comme une limite à la liberté de la masse des producteurs, d'autre part cette forme de planification atteignit assez rapidement le point où son efficacité même purement économique diminua. D'où la crise du système de planification bureaucratique qui est visible depuis des années dans tous les pays dont les moyens de production sont socialisés. Cette crise forme la base objective des tentatives de réformes des directions étatiques depuis la mort de Staline (en Yougoslavie depuis l'introduction du système de l'autogestion ouvrière).

Ainsi, dans le domaine de l'idéologie nous arrivons à ce développement paradoxal où, d'une part, dans les pays impérialistes théorie et pratique de la programmation économique globale croissent sans cesse, et, d'autre part, dans les pays non capitalistes, la justification et l'efficacité de l'économie planifiée est de plus en plus mise en question. C'est ainsi que se crée la fiction (et nous sommes fermement

persuadés qu'il ne s'agit que d'une fiction) que l'économie de l'Ouest et de l'Est tendent lentement vers un modèle commun qui correspondrait à une combinaison «modérée» de planification et d'économie de libre concurrence.

Qu'il s'agisse là d'une vulgaire mystification nous saute déjà aux yeux parce que la conception même d'une combinaison apparemment harmonieuse de la planification et de l'économie de libre concurrence fait totalement abstraction de plus d'un siècle de compréhension socialiste de l'inhumanité de l'économie libérale. Il ne suffit pas de constater que la socialisation des banques, des industries lourdes et des grands moyens de transport, donne à l'Etat le moyen d'empêcher les pires abus de l'économie de libre concurrence. On doit ajouter que toute marchandise porte en germe les contradictions du mode de production capitaliste, qu'aussi longtemps que subsistera la simple production marchande, subsistera, selon l'expression de Lénine, la tendance permanente à l'accumulation primitive du capital, et qu'aus sitôt que la production marchande s'étend au domaine des moyens de production apparaît nécessairement la tendance à des fluctuations économiques, c'est-à-dire la surproduction périodique et le chômage. L'expérience yougoslave, au cours de ces dernières années, a totalement confirmé cette analyse, et il est insensé de parler d'une économie «harmonieuse» ou même d'abolition de l'aliénation du travail, là où un chômage massif est non seulement possible mais effectif.

Les conditions de l'intégration

Pourtant, si l'expérience historique du socialisme ne nous a jusqu'à présent donné aucun exemple convaincant d'une intégration harmonieuse de la liberté individuelle et de la planification économique, elle a déjà prouvé la possibilité pratique et théorique d'une telle intégration, c'est-à-dire qu'elle a montré, du moins en germe, les formes de gestion économique et sociale qui permettraient une telle intégration. La contradiction entre liberté individuelle de la masse des producteurs et planification de l'ensemble de l'économie ne peut être dépassée que là où un système d'autogestion des producteurs associés au niveau des entreprises et des organismes sociaux de base (écoles, hôpitaux, etc.) est étendu à l'ensemble de l'économie. Ceci implique que les objectifs essentiels du plan soient déterminés par une décision de la majorité des producteurs associés sur la base d'une discussion démocratique, d'un libre accès à toutes les sources d'information et d'un large choix entre toutes les variantes du plan; et que du même coup soit

consciemment instauré puis généralisé le démantèlement systématique des rapports marchands au profit d'un système de couverture des besoins en dehors de la circulation monétaire.

Ce qui signifie concrètement que:

- le pouvoir sur les grands moyens de production et de transport soit attribué à un congrès national des conseils ouvriers (soviets) qui fonctionne en permanence et auquel les autorités du plan sont soumises;
- l'élection de ce conseil se fasse au bulletin secret;
- les membres élus ne jouissent d'aucun privilège matériel et que l'on réduise au minimum la proportion des membres issus de milieux privilégiés;
- les membres soient révocables par leurs électeurs à tout moment;
- l'élection se fasse sur la base de la confrontation de plusieurs listes présentant des solutions différentes aux questions essentielles de la répartition du revenu national; le tout dans une atmosphère de totale démocratie socialiste.

Ceci correspond à la réalisation effective du programme énoncé par Marx dans son «Adresse à la Commune de Paris» et décrit par Lénine dans l'«Etat et la Révolution». Ce programme garantit sans restriction la liberté de presse, de réunion et d'association pour tous les travailleurs, à l'exclusion de tous les membres des anciennes classes dominantes et des personnes qui peuvent être traduites en justice pour des activités contre-révolutionnaires, visant à la destruction de la société socialiste.

On oublie très souvent que la critique marxiste-léniniste du caractère formel, pour le prolétariat, de la démocratie bourgeoise affirme de manière explicite et implicite que dans une démocratie socialiste des conseils ouvriers le prolétariat³ disposera de plus de liberté que dans la démocratie bourgeoise.

Si, par contre, est créée et justifiée une situation telle que, pour des «raisons d'Etat», des domaines entiers de la politique — comme la politique extérieure ou les options fondamentales de la politique économique — ne sont plus soumis à la discussion des différents groupes de producteurs, si ceux-ci ne peuvent s'organiser ni publier leurs propres journaux ou présenter leurs propres listes aux élections, alors effectivement le prolétariat dispose de moins de liberté politique que dans certaines démocraties bourgeoises, même si parallèlement la liberté économique et culturelle a augmenté. Dans ce cas, si l'on veut être conséquent et honnête, on devrait dire: Marx et Lénine se sont trompés et après la victoire de la révolution socialiste la répression de la liberté politique de la classe ouvrière est le prix qu'il faut payer en société socialiste pour une plus grande liberté économique et

culturelle du producteur individuel. Simultanément utiliser l'«Adresse à la Commune» de Marx et l'«Etat et la Révolution» de Lénine comme argumentation contre la démocratie bourgeoise, et, cependant, en pratique, se refuser à tirer les conséquences nécessaires de cette argumentation dans l'organisation politique des pays socialistes, conduit à une contradiction aiguë entre théorie et pratique. Cette contradiction ne peut qu'éveiller auprès de la jeunesse un doute croissant sur l'«honnêteté» de la théorie et discrédite à ses yeux la théorie marxiste. C'est là, et non pas dans les soi-disant survivances idéologiques du passé capitaliste, ni dans l'influence du «capitalisme étranger», que l'on recherche les causes de la croissante dépolitisation des jeunes dans la plupart des pays socialistes et de leur désintérêt pour les sciences sociales. Là où, comme à Cuba, la contradiction entre théorie et pratique ne subsiste pas, il n'y a pas de tendance à la dépolitisation de la jeunesse. La tentative de masquer cette contradiction d'une manière artificielle et volontariste par une propagande hystérique (comme c'est le cas aujourd'hui en Chine), alors qu'en fait elle subsiste, conduit à des contradictions théoriques grotesques et à une pensée ambivalente. Il n'est pas nécessaire de démontrer ici séparément que cela ne permet pas, même avec une mobilisation temporaire de millions de jeunes, une politisation durable de la jeunesse.

Le processus d'intégration

La possibilité esquissée ici brièvement et pour ainsi dire programmatically d'une solution de la contradiction entre liberté personnelle et planification économique ne peut pas être considérée comme un *état* à introduire soudainement. Au contraire, elle nécessite un processus graduel après la victoire de la révolution socialiste, qui garantisse de manière croissante la libre disposition des biens de consommation au producteur et, d'autre part, la réalisation progressive du dépassement de l'aliénation dans le processus de production. Pourquoi s'agit-il là d'un processus? Parce qu'il existe probablement une série de difficultés objectives et subjectives qui rendent impossible la réalisation immédiate de cette intégration.

Premièrement, à un degré de développement insuffisant des forces productives, la production marchande et l'économie de marché ne peuvent pas être abolies arbitrairement, c'est-à-dire qu'une telle abolition conduit à la réapparition spontanée d'un marché dans les pores d'une économie de répartition dirigée par l'Etat, ceci sous des formes (marché noir) encore plus défavorables pour la planification

économique et la liberté humaine qu'une production marchande légalisée.

Deuxièmement, les décisions d'investissements stratégiques prennent souvent, dans les conditions d'une relative pénurie de ressources économiques, la forme d'options s'excluant l'une l'autre; soit une nouvelle fabrique, soit un nouvel hôpital. Ces types de choix rendent en tous les cas impossible à une partie considérable de la société (même s'il s'agit d'une minorité de la population) la satisfaction de besoins vitaux et empêchent ainsi la réalisation de la liberté humaine, au sens de réalisation de soi et d'auto-développement.

Troisièmement, après la victoire de la révolution socialiste, une certaine couche de la société continue à détenir le monopole de la qualification technique et scientifique; ce monopole ne peut être ni résorbé en peu de temps, ni nié par un égalitarisme radical des salaires. Ainsi naît la tendance à la formation d'une couche privilégiée, que nous appelons bureaucratie. Il n'est pas essentiel ici de savoir si dans cette couche le groupe des politiciens et des fonctionnaires d'Etat, celui des directeurs de fabrique ou celui des «intellectuels techniciens», y compris les scientifiques, est le plus nombreux ou le plus important. En effet, toute couche bureaucratique privilégiée matériellement manifestera la tendance à vouloir exercer un rôle déterminant dans la direction de l'Etat et de l'économie, ce qui limite l'efficacité de la planification et surtout la liberté des travailleurs.

Quatrièmement, après la victoire de la révolution socialiste les conditions matérielles et morales qui inciteraient la masse des travailleurs à investir beaucoup de temps et de peine dans la gestion responsable de l'Etat et de l'économie n'existent pas. La relative pénurie de biens matériels ainsi que le sentiment de l'implacable toute-puissance du pouvoir bureaucratique au niveau politique et économique isolent le prolétariat dans la sphère de la vie privée; la divergence entre théorie et pratique mentionnée ci-dessus y contribue également. Tout au contraire, une intégration harmonieuse de la liberté personnelle et de la planification économique exige une autogestion (*Selbstätigkeit*) toujours plus intensive du prolétariat dans le domaine de la direction de l'Etat et de l'économie.

Les indispensables compromis

Le processus de l'intégration croissante de la liberté personnelle et de la planification économique est donc le processus de résorption graduelle de ces quatre obstacles objectifs et subjectifs (et de bien d'autres) à l'instauration d'un modèle idéal d'économie et de société

socialistes. Ces obstacles exigent d'indispensables compromis entre une réalité non encore adéquate aux buts du socialisme et la réalisation progressive la plus rapide de ceux-ci. Ce qui signifie concrètement dans les domaines énumérés:

1. La tolérance, au sein de l'économie socialisée, d'un secteur de production marchande limité en gros au seul domaine des biens de consommation; ceci parallèlement au renforcement systématique et à l'élargissement d'un secteur où la production marchande et ses rapports sont abolis et où sont véritablement introduits les moyens de distribution socialiste (i.e. la répartition des biens, hors du circuit monétaire, non pas sous la forme d'un rationnement parcimonieux, mais selon les besoins réels).
2. Le primat donné sur les options économiques courantes à une série de «priorités absolues» qui sont liées à l'existence d'une société socialiste, soit: plein emploi, revenu minimal pour tous les citoyens, y compris assurés, invalides, malades, veuves, etc., suppression définitive de l'analphabétisme. Aucun critère de soi-disant «efficacité» et «rentabilité» économiques ne peut repousser au second plan ces priorités sans porter atteinte aux exigences fondamentales de la libération des hommes, en premier lieu de la libération du travail. (Que cela puisse être en contradiction avec l'efficacité économique et que de tels investissements sociaux dans un pays non encore entièrement industrialisé puissent apparaître comme n'étant pas les plus rentables, nous n'en discutons pas ici.)
3. Vu que certaines formes d'inégalité de revenus, dans la période de transition entre le capitalisme et le socialisme, sont aussi inévitables que certaines formes de bureaucratisation, il est nécessaire d'en tirer les conséquences. Seule l'introduction de garanties à l'intérieur même du système de direction de l'Etat et de l'économie évitera que les privilèges matériels de la bureaucratie s'élèvent constamment, que l'inégalité sociale, au lieu de diminuer, n'augmente et que l'arbitraire, la supériorité effrontée de la bureaucratie viennent gangrener tous les domaines de la vie sociale. Les meilleures garanties sont celles jadis élaborées par Marx et Lénine, soit: une gestion ouvrière effective de l'entreprise et de toute l'économie, soutenue par l'exercice réel du pouvoir politique du prolétariat organisé en conseils et par une véritable démocratie socialiste. La bureaucratisation des partis et des syndicats de la classe ouvrière doit être évitée, car ils courent le danger de se voir transformer en instruments de la bureaucratie. Elle doit être combattue par un retour au principe léniniste du «Partei-maximum», c'est-à-dire le principe selon lequel aucun membre du

parti qui exerce une fonction dirigeante dans l'Etat ou dans l'économie ne peut jouir de privilèges matériels et gagner plus qu'un ouvrier qualifié.

4. Après le renversement du capitalisme, la structure économique et politique doit répondre aux exigences d'une auto-éducation systématique du prolétariat qui permette l'autogestion de l'Etat et de l'économie, augmente et non pas diminue sa conscience de classe et son identification spontanée avec la nouvelle société. Pour compléter le texte de Lénine sur les compromis et les compromissions, j'affirmerai, en généralisant, que seules peuvent être acceptées temporairement les déformations du modèle socialiste idéal qui correspondent à ces exigences. Chaque concession aux soi-disant «impératifs économiques», qui nous mettent en conflit avec ces conditions, nous éloigne du socialisme au lieu de nous en rapprocher.

Deux déviations

J'aimerais, dans cet ordre d'idées, réfuter une objection assez fréquente qui est souvent avancée contre la position que je tente de défendre ici. On dit: vous admettez qu'un haut développement des forces productives est une nécessité préalable absolue à la réalisation d'une société véritablement socialiste. Mais le développement de la production marchande et l'utilisation croissante des stimulants matériels sont des conditions tout aussi absolues pour une rapide croissance des forces constructives. Ces réflexions sur l'aliénation suscitées par la production marchande, même en société socialiste, ne sont-elles pas trompeuses puisqu'il n'existe pas d'autre voie pour parvenir au socialisme? Ne doit-on pas d'abord développer au maximum la production marchande dans l'économie socialiste, puis, quand les conditions matérielles sont réalisées, organiser son dépérissement?

De telles objections peuvent être également formulées au sujet de la bureaucratie, du monopole de la force politique dans les mains d'un petit groupe de politiciens, etc.

A mon avis, ces objections sont à écarter parce qu'elles découlent d'une vision déterministe et mécaniste du développement social et ne correspondent ni à la réalité ni à la théorie marxiste. Elles proviennent avant tout d'une totale incompréhension de la dialectique des fins et des moyens, qui ne peuvent être séparés mais qui se conditionnent réciproquement. Certains moyens conduisent inéluctablement à une autre fin que celle recherchée.

La tentative de susciter artificiellement un mode de distribution, une

morale ou une conscience socialiste par l'endoctrinement et la propagande, avant que les conditions matérielles n'existent, est une déviation volontariste du marxisme qui est condamnée à l'échec. De même est vouée à l'échec cette déviation mécaniste et déterministe du marxisme qui consiste à développer d'abord une production marchande généralisée et qui oriente de plus en plus les hommes, grâce aux stimulants matériels, vers l'acquisition de biens de consommation et vers la satisfaction de besoins privés. Toute l'atmosphère sociale est ainsi imprégnée de motivations égoïstes et matérielles qui engendrent une réification⁴ des rapports sociaux. Pourtant, ceci n'empêche point ces «marxistes» d'espérer que par un quelconque miracle la croissance de la richesse matérielle à un certain moment suscitera soudain une atmosphère sociale totalement différente d'où sera exempt l'égoïsme, où régnera une solidarité sociale et une stimulation toute morale au travail. Il est évident qu'une telle révolution psychologique devrait être déjà amorcée au cours des générations précédentes. Partant, la véritable solution ne peut être que dialectique, c'est-à-dire qu'après la révolution socialiste, d'une part la production marchande subsiste dans une proportion restreinte, mais d'autre part elle doit être démantelée consciemment et systématiquement. Sa destruction et l'élargissement constant, hors du circuit monétaire, de la sphère de la distribution selon les besoins peuvent seuls permettre d'introduire peu à peu chez le producteur une nouvelle morale de travail, une nouvelle psychologie, une nouvelle culture, une nouvelle conscience et une nouvelle forme de rapports avec les autres hommes.

Une intégration utopique

Un tel dépérissement de la production marchande et une humanisation progressive des rapports entre les hommes sont-ils utopiques? Je ne le crois pas. On peut formuler les lois qui rendent possible et conditionnent ces processus. Les trois plus importantes me semblent être:

1. Dès que, parallèlement à l'accroissement des revenus, l'élasticité de la demande d'un bien tend vers zéro, ou devient même négative, la distribution de ce bien peut être effectuée hors du circuit monétaire, sans que pour autant la société courre le risque de voir augmenter le gaspillage des ressources. Cette libre disposition des biens de consommation peut être introduite, après enquête préalable auprès des consommateurs, par divers procédés spécifiques. De tels procédés pourraient être utilisés aujourd'hui déjà dans de nombreux domaines, car ils fournissent, de manière plus immédiate

que le marché, des indications sur ce que le consommateur désire effectivement. Au fur et à mesure que la richesse sociale croît et que le niveau de vie augmente, un ombre toujours plus grand de biens atteint une élasticité de la demande effectivement négative (ce qui est déjà le cas, dans la plupart des pays industrialisés, pour le pain, les pommes de terre, certains légumes, certaines sortes de fruits, ou même de viandes, et partiellement le sucre).⁵

2. Au fur et à mesure qu'augmente le nombre de biens dont la consommation rationnelle remplace la consommation quantitative, l'accroissement de la richesse matérielle permet de supprimer chez un nombre toujours plus grand d'individus la satisfaction «réifiée» des besoins. Dès lors, à l'amoncellement des biens matériels se substitue l'utilisation rationnelle du temps libre, l'activité culturelle, la formation, etc. Pour être concret: plus la richesse sociale croît, moins les «gadgets» peuvent réellement satisfaire l'homme. Cette satisfaction «réifiée» est la raison profonde du vide toujours plus grand de la vie humaine dans les pays riches. Dans une société socialiste, au contraire, *la relation à l'homme se substitue à la relation à l'objet*, l'humanisation des rapports sociaux brise la réification. La suppression de la production marchande crée les conditions sociales et psychologiques nécessaires à ce développement.
3. Si, en société socialiste, tout progrès des forces productives doit servir au démantèlement de l'économie et de la production marchandes, et permettre ainsi l'intégration de la liberté individuelle et de la planification économique dans le secteur de la consommation, il s'agit également d'assurer à la population active un véritable pouvoir de décision dans le secteur de la production. D'où la nécessité d'étendre l'autogestion ouvrière au niveau de l'entreprise et de la commune comme à celui de l'ensemble de l'économie. Dans ce cadre, l'alternative, «soit une planification centralisée bureaucratique, soit une économie de marché», doit être repoussée comme mystificatrice et relevant de la pure idéologie. Il existe une troisième forme de gestion du système économique, fondée sur le pouvoir de décision direct des représentants élus des conseils ouvriers. Ceux-ci, réunis en congrès, devraient statuer sur les questions stratégiques de la répartition du revenu national et sur les grandes lignes du plan à partir de multiples propositions. Ce congrès devrait posséder le droit d'empêcher toute initiative autonome, contraire à ses décisions, que prendrait une entreprise particulière. Telle est la seule solution démocratique à l'antagonisme entre intérêts particuliers et intérêt général; et ce dernier ne peut être exprimé que par la majorité des producteurs.

Les objections à cette solution formulées par les idéologues de la bureaucratie des pays socialistes sont pratiquement identiques à celles qu'utilise l'idéologie bourgeoise contre l'idée d'une démocratisation de la vie économique et sociale grâce à la socialisation des moyens de production et à l'autogestion. Ces objections se réduisent toutes à l'affirmation d'une soi-disant «incompétence des masses», incapables, selon eux, de prendre des décisions stratégiques valables en matière économique. En général, il se révèle, à l'analyse de ces objections, que ceux qui les émettent confondent, consciemment ou non, des questions purement techniques avec les conditions même de la production. Il est vrai que les malades ne peuvent imposer, par décision majoritaire, un diagnostic ou une thérapeutique à un groupe de médecins, de même qu'une masse d'ouvriers non qualifiés ne peut élaborer les plans d'une centrale nucléaire; mais la masse des malades — ou mieux, la masse des malades potentiels, pour reprendre l'expression de J. Romains, c'est-à-dire tous les membres de la société — sont tout à fait compétents pour décider à la majorité quelle part du revenu national doit être consacrée à la santé publique et quelle part de la consommation d'énergie doit être couverte, dans les dix ans à venir, par des centrales nucléaires. Ceci nécessite évidemment qu'on les informe de toutes les conséquences sociales, économiques et culturelles qu'impliquent les diverses solutions.

La réalisation définitive d'une intégration harmonieuse de la liberté personnelle et de la planification économique exige trois processus qui caractérisent la réalisation de la société socialiste:

- le démantèlement graduel de la production marchande,
- le dépérissement progressif de l'appareil d'Etat,
- l'abolition graduelle de l'obligation pour l'homme de sacrifier une grande part de sa vie à produire de manière non créatrice, c'est-à-dire à gaspiller son existence.

Comme Marx l'a expliqué, le règne de la liberté ne peut s'étendre qu'en dehors de la sphère de la production matérielle, bien que celle-ci en soit le fondement. L'automation croissante de la production, l'augmentation du temps libre, la généralisation des études supérieures, la mutation du travail en une activité créatrice, le démantèlement de la division sociale du travail constituent les prémisses sociales objectives qui permettent à l'homme de se libérer de cette malédiction: gagner son pain à la sueur de son front.

Lorsque nous examinons de près tous ces processus, nous y découvrons une réponse claire à la question formulée par Marx dans ses «Thèses sur Feuerbach»: «Qui éduque l'éducateur?» Car de toute évidence les processus de l'intégration de la liberté humaine et de la planification économique sont, en dernière analyse, les processus de

l'auto-éducation de la société socialiste. Les marxistes révolutionnaires peuvent y jouer un rôle moteur par la persuasion et l'exemple et non par un autoritarisme militaire inutile et inefficace dans un tel processus d'éducation. Ceci était également la conception de Lénine qui, dans la «Maladie infantile», insiste sur la nécessité de convaincre la majorité de la classe ouvrière, et non pas de lui imposer des décisions. La justification historique de l'autogestion ouvrière repose, en dernière analyse, sur la nécessité historique de l'auto-éducation de la société socialiste.

Jusqu'à l'extinction de la production marchande, la croissance économique et les investissements impliqueront toujours, pour la grande masse des travailleurs, des sacrifices dans le domaine de la consommation. Or, dans le mode de production capitaliste, ce type de décision est pris par les capitalistes, et les travailleurs doivent en supporter les conséquences sans pouvoir en aucune façon les influencer. Dans l'économie centralisée bureaucratique, ces mêmes décisions sont également prises par un petit groupe de dirigeants politiques et économiques, sans que ceux qui en supportent les conséquences n'aient pu exprimer leur accord. Dans la soi-disant «économie de marché socialiste», ces privations dans la sphère de la consommation sont déterminées par les lois aveugles du marché, et, de ce fait, certaines couches de travailleurs, soit par hasard, soit vu leur faiblesse économique, en subissent le contrecoup, alors que, du point de vue socialiste, elles devraient être les premières protégées.

Seul le système de l'autogestion ouvrière, démocratique et centralisée, permettra aux travailleurs de déterminer à l'avance l'ampleur et la répartition de ces inévitables privations et d'en décider après discussion libre et publique. Et ce n'est que dans un tel système que ces sacrifices seront volontaires, au sens social, ce qui lui confère une indéniable supériorité morale.

Enfin, ce système s'impose par son efficacité économique. Par rapport au capitalisme ou à l'économie de planification bureaucratique, il limite, dans une grande mesure, le gaspillage des forces productives. Et avant tout, il favorise, plus que tout autre modèle économique de la grande industrie, la libre initiative de millions de travailleurs au sein même du processus de production. Dans ce sens, on peut affirmer qu'une économie socialiste développée apportera la preuve que, sans liberté personnelle, toute planification économique efficace est impossible; car, comme Marx l'avait prédit de manière géniale dans les «Grundrisse», l'activité *créatrice* non aliénée de l'individu devient elle-même la plus puissante des forces productives dans les conditions de la technique moderne et de la science.

E. Mandel, Korcula, 19-août 1967.

(Note du traducteur.) Afin de compléter un point essentiel de l'exposé, celui du dépérissement de la production marchande, voici quelques extraits d'un texte reproduisant un débat entre Ernest MANDEL et André BARJONET sur le thème: «Qu'est-ce que l'économie marxiste?» Nous y adjoignons une réponse que l'auteur du «Traité d'Economie marxiste» fit, sur ce problème, à la question d'un auditeur.

La loi économique qui détermine le dépérissement de la production marchande

Il y a maintenant un dernier aspect de mon livre que je voudrais souligner et qui est celui auquel j'attache le plus d'importance. J'ai essayé de dégager ce qu'on pourrait appeler la loi économique qui détermine l'avènement de la phase ultime de la société socialiste, phase dans laquelle d'après la théorie classique de Marx — et je crois qu'elle reste parfaitement exacte — la marchandise, la production de marchandises, l'argent et la rémunération par le truchement du salaire doivent dépérir. Dans la théorie marxiste classique, ce dépérissement de la marchandise et de l'argent a toujours été un peu relégué au domaine de l'utopie ou d'un avenir perdu dans les brumes. Les expériences pratiques qui ont été faites en Union soviétique, dans les premières années après la révolution, et qui étaient plutôt des expériences d'une socialisation de la misère, au milieu d'une pénurie généralisée, n'ont certainement pas contribué à découvrir une solution à ce problème. Mais aujourd'hui nous pouvons y voir beaucoup plus clair et nous pouvons constater que, dans tous les grands pays industriels, qu'ils soient des Etats capitalistes ou ouvriers comme l'Union soviétique et les autres pays de l'Europe orientale, le salaire

¹ Telle que la soumission aux forces de la nature ou aux lois économiques objectives qui surpassent la force des lois naturelles.

² Nous le contestons et pensons qu'il faut distinguer la programmation économique néocapitaliste de la planification économique effective.

³ C'est-à-dire que tous les membres des classes travailleuses à l'exception de ceux qui sont condamnables pour crimes en vertu de la loi.

⁴ Note du traducteur: Réification de res (latin): la chose, l'objet. Notion se rattachant à celle, fondamentale chez Marx, de fétichisme de la marchandise.

⁵ Note du traducteur: Voir appendice.

est déjà divisé en deux parties: il y a un salaire individuel immédiat ou différé, qu'on touche en échange d'une prestation de travail bien délimitée, bien mesurée, et il y a un salaire social qu'on touche généralement à part, et qui n'est plus la rémunération d'une quantité de travail bien déterminée, mais qui est en quelque sorte un dividende que touche tout être humain qui fait partie d'une communauté déterminée.

Ainsi, tout citoyen britannique à l'époque du gouvernement travailliste jusqu'en 1950, recevait gratuitement tous les soins de santé, qu'il soit pauvre ou qu'il soit riche, qu'il soit criminel ou bienfaiteur de l'humanité, que son travail soit créateur ou qu'il ne vaille rien du tout. C'était donc une forme de rétribution qui n'était plus liée à une contre-prestation mesurée et qu'on ne peut donc plus définir par la catégorie classique du salaire.

Le dépérissement de la marchandise et de l'argent, c'est donc avant tout le dépérissement, le rétrécissement du salaire individuel au profit du salaire social qui étend de plus en plus son domaine, sa part du produit national ou du produit que touche chaque citoyen.

Comment ce dépérissement peut-il se réaliser? Il se réalise en pratique grâce au jeu de deux facteurs. D'abord, au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, une catégorie de plus en plus grande de marchandises est confrontée avec une demande inélastique ou négativement élastique à la fois à la baisse des prix et à l'augmentation des revenus.

Cela veut dire qu'au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, on consomme de moins en moins ces marchandises au lieu d'en consommer de plus en plus.

Vous connaissez deux exemples classiques de ce phénomène: le pain et les pommes de terre. Depuis 1950, dans tous les pays capitalistes d'Europe occidentale et surtout dans notre pays la consommation de pain et de pommes de terre est tombée radicalement en comparaison avec l'avant-guerre, en comparaison avec la consommation d'autres produits alimentaires qui ont pris la place de ces vivres. Au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, un nombre de plus en plus grand de marchandises tombe dans la catégorie des produits dont la consommation n'augmente pas mais diminue.

Ensuite, au fur et à mesure que les forces productrices se développent, la société devient suffisamment riche pour pouvoir *socialiser les coûts de satisfaction d'un nombre de besoins de plus en plus élevé*.

Vous avez là deux forces qui se rencontrent: vous avez une substitution progressive d'une consommation plafonnée ou même d'une consommation qui se réduit à une consommation croissante pour un nombre croissant de produits; et vous avez une capacité de production

de plus en plus grande de la société, ce qui veut dire qu'une catégorie de produits après l'autre peuvent être distribuées gratuitement sans que cela provoque du gaspillage, une augmentation excessive de la consommation; au contraire, dans ces conditions, vraisemblablement, la consommation de ces produits stagnera ou reculera même. La solution de ces problèmes n'est tout de même pas aussi éloignée qu'elle ne l'apparaît; en Belgique, la consommation annuelle de pain s'élève à 8 milliards de francs, sur un revenu national de près de 500 milliards de francs, c'est-à-dire de moins de 2% du revenu national, un peu plus d'un tiers de ce que la Belgique dépense pour son budget militaire. Du point de vue purement technique, on pourrait socialiser du jour au lendemain les coûts de satisfaction des besoins en pain, c'est-à-dire le distribuer sans argent, gratuitement, comme on pourrait le faire pour les transports en commun, pour le lait et pour toute une série d'autres besoins dont la consommation de base plafonne pratiquement, étant donné le niveau de développement du bien-être et des forces productives du pays.

Bien sûr, en régime capitaliste, c'est pratiquement impossible, mais cela veut dire qu'objectivement, le développement des forces productives permet déjà, dans les pays les plus avancés, d'entamer ce processus et d'entrevoir dans un avenir assez proche son aboutissement. De toute manière, il ne faudra pas attendre des siècles et des siècles avant que l'argent et la marchandise puissent dépérir. Dans ce sens, il n'y a pas de loi d'airain à laquelle l'humanité est condamnée à se soumettre éternellement, il n'y a pas de malédiction qui la condamne à travailler éternellement à la sueur de son front, il n'y a pas de fatalité qui pousse à une spécialisation de plus en plus étroite et qui soumet l'homme à l'esclavage de la division sociale du travail, il n'y a aucune obligation à devoir poursuivre éternellement la croissance économique qui n'est pas un but mais un moyen pour assurer l'abondance et qui, dès que cette abondance est assurée, peut s'arrêter. Et à ce moment-là, sonne pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'heure de l'homme enfin libre, l'heure du travail enfin émancipé, lorsque cette humanité, entrée dans l'ère de l'abondance, aura brisé les chaînes des besoins économiques et appliquera toute son énergie créatrice, non plus à la production de choses matérielles mais à l'éducation, à la formation, au perfectionnement d'êtres humains universellement et harmonieusement développés.

Question:

Le pain rendu gratuit, dans nos conditions, ne va-t-on pas en nourrir des poulets? Avant de rendre le pain gratuit, faut-il attendre la gratuité des poulets, et cette dernière n'implique-t-elle pas la gratuité de toute nourriture, etc.?... Comment, dès lors, la limite des articles susceptibles de gratuité s'établit-elle?

Réponse d'Ernest Mandel

C'est une objection à laquelle je me suis attendu et à laquelle je n'ai pas répondu d'avance dans mon exposé pour la provoquer. Elle est classique, elle vient après chaque exposé de ce genre.

Il y a une notion économique qui permet de lui répondre tout de suite: c'est la notion de désutilité, opposée donc à l'utilité. Je vous dirai par conséquent que la désutilité d'élever des poulets sur le balcon ou des cochons dans la baignoire d'un appartement est tout de même suffisamment grande pour qu'on puisse supposer que, dans des conditions normales, quand il vous suffit d'aller au magasin acheter votre poulet à fort bas prix, la tentation ne sera pas tellement grande. A condition, bien sûr, qu'une très grande partie de la population soit une population urbaine qui habite des appartements, qui n'habite pas la campagne, qui n'habite pas de petites maisons isolées, je crois que le risque ne sera pas terrible, et que ce sera une fluctuation tout-à-fait marginale.

D'ailleurs, on a déjà fait une expérience pratique en la matière, l'expérience du service de santé en Grande-Bretagne. Là aussi, on s'est dit que tout le monde allait se précipiter, allait acheter dix paires de lunettes, ou allait changer de prothèse tous les six mois, du moment que c'était gratuit. On s'est effectivement aperçu que, pendant la première année, la consommation a été beaucoup plus élevée qu'avant. Mais cela n'exprimait pas du tout une tendance innée des gens au gaspillage; cela signifiait tout simplement qu'aussi longtemps qu'on devait *acheter* les lunettes et les prothèses, il y avait énormément de besoins réels qui n'avaient pas pu être satisfaits et qui l'ont été pour la première fois avec l'établissement de la gratuité. Mais à partir de cette première poussée, la consommation s'est stabilisée et certaines études ont même démontré que depuis que la consommation de produits pharmaceutiques est gratuite en Grande-Bretagne, elle est plus basse par tête d'habitant que dans les pays où elle reste payante.

L'explication de ce paradoxe apparent est d'ailleurs assez logique, parce que le contrôle que l'Etat a établi sur les prix des produits

pharmaceutiques a réduit l'intérêt des firmes pharmaceutiques pour une publicité à tout rompre, et a introduit *un élément plus rationnel dans la consommation de ces produits*.

C'est d'ailleurs la grande leçon qu'on peut tirer, je peux vous choquer, de l'évolution d'un siècle et demi de consommation de la grande bourgeoisie, qui, dans une certaine mesure, sur le plan de la consommation, a déjà réalisé l'abondance pour elle, puisqu'il s'agit de gens qui n'arrivent pas à consommer la moitié et quelquefois même le tiers de leurs revenus, et pour lesquels on peut s'imaginer que les besoins de consommation courante sont complètement satisfaits. Si vous regardez la courbe de consommation de la grande bourgeoisie, vous constatez un phénomène extrêmement intéressant. Il suffit de regarder un album de photos pour le remarquer. Au XIXe siècle, quelle est la tendance?

Elle est à *l'accroissement quantitatif* de la consommation, et on voit alors les ventres, et tout le reste, prendre les dimensions conformes à cette tendance. Mais regardez le bourgeois, le milliardaire américain ou le lord anglais d'aujourd'hui. Ce n'est plus du tout la même tendance; ce sont, au contraire, des gens plutôt sveltes et athlétiques.

Cela signifie qu'un critère plus important que l'accroissement absolu de la consommation de vivres, le critère de la santé a pris le dessus. D'une manière générale, la consommation rationnelle s'est substituée à la consommation de gaspillage. Cette même tendance qui se fait jour dans l'alimentation, se manifeste aussi dans l'habillement. Si vous comparez des gens qui avaient des châteaux et achetaient des dizaines de costumes et de robes aux millionnaires d'aujourd'hui, vous verrez que dans la mesure où ils ont moins de serviteurs, ils ont aussi moins de vêtements, car ce n'est pas rationnel, c'est encombrant d'avoir trop de vêtements dans sa maison. Regardez aussi l'évolution du style de l'ameublement; c'est exactement la même chose. Au XIXe siècle, le style des meubles est déterminé par le but de remplir, d'encombrer les pièces, de mettre le maximum de choses dans une pièce. Aujourd'hui, on assiste à la tendance inverse, une tendance à un ameublement plus rationnel. Il s'agit donc d'une tendance générale. Et si même la bourgeoisie, qui tout de même ne se distingue pas par un comportement tout à fait rationnel dans la vie sociale, manifeste déjà cette tendance, je crois que dans une société socialiste, il est encore beaucoup plus probable que cette tendance vers une consommation rationnelle se manifestera de cette manière, et que nous ne devons pas attendre jusqu'à ce que les poulets soient gratuits pour que le pain puisse le devenir.

Achevé d'imprimer en décembre 1969
sur les presses de Centre Offset S. A. à Saint-Sulpice.

BRÈCHE dans le sommeil des partis
BRÈCHE dans l'information dite « objective »

voici

la brèche

organe mensuel de la Ligue Marxiste Révolutionnaire

Pour être informé
Pour apercevoir, au-delà de la brèche,
des perspectives nouvelles
ABONNEZ-VOUS !

Pour voir ce que seront les numéros suivants
Pour vous soustraire au hasard (et être certains de
recevoir la Brèche régulièrement)
ABONNEZ-VOUS !

Pour nous témoigner votre soutien
Pour nous témoigner votre intérêt
Pour nous apporter votre appui matériel
ABONNEZ-VOUS !

Une autre raison de vous abonner :

BRÈCHE DOCUMENTS

Documents périodiques

- les grands problèmes du capitalisme
- analyse de problèmes « helvétiques »
- traductions d'articles, d'études introuvables
en français

**VOUS DÉCOUVRIREZ ENCORE DE MULTIPLES
RAISONS DE SOUTENIR « LA BRÈCHE »
EN LA LISANT RÉGULIÈREMENT**

Abonnement simple : un an	Fr. 10.—
Abonnement complet (La Brèche + BRÈCHE-documents)	Fr. 20.—
Abonnements de soutien	Fr. 40.—
Case postale 1000 Lausanne 20 Sévelin	C.c.p. 10-256 69